C.A. PARIS 4e Ch. 8 juillet 1977
Aff. Soc. RAYCHEM CORPORATION
c. Directeur de l'INPI

Demande de brevet n. 76.23.708

PIBD 1977. 200. III. 364

DOSSIERS BREVETS 1978. II. n. 6

GUIDE DE LECTURE

- REVENDICATION DE PRIORITE : FOURNITURE DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DANS
LE DELAI DE QUATRE MOIS A COMPTE DU DEPOT DE
DE LA DEMANDE. CARACTERE DU DELAI DE L'ARTICLE
15 Al. 2, DE LA LOI **

I - LES FAITS

- 4 août 1975 : La Société RAYCHEM CORPORATION dépose un brevet aux Etats-Unis.
- 3 août 1976 : La Société RAYCHEM CORPORATION effectue en France un dépôt réflexe sur la même invention et revendique la priorité.
- 23 septembre 1976 : Le mandataire américain de la Société RAYCHEM CORPORATION demande au Bureau Américain des Brevets et des Marques une copie certifiée de la demande du 4 août 1975 pour pouvoir revendiquer en France la priorité unioniste.
- 10 décembre 1976 : Le Bureau Américain des Brevets et des Marques fournit avec retard le document.
- 15 février 1977 : Le Directeur de l'INPI notifie à la Société RAYCHEM CORPORATION son refus de mentionner le droit de priorité dans ses publications officielles et sous le titre qui sera délivré, en application de l'article 15 al. 2 de la loi du 2 janvier 1968 et de l'article 13 al. 2 du décret du 5 décembre 1968.
- : La Société RAYCHEM CORPORATION intente un recours devant la Cour d'appel de PARIS contre la décision du directeur de l'INPI du 15 février 1977.
- : La Société RAYCHEM CORPORATION fournit une attestation du Ministère du Commerce des Etats-Unis, Bureau des Brevets déclarant que le délai pris pour fournir copie est dû au mauvais état de la copie sur microfiche, à l'impossibilité qui en est résulté d'identifier rapidement le dossier original et à une panne de reproduction.
- 8 juillet 1977 : C.A. PARIS infirme la décision du Directeur de l'INPI de ne pas mentionner la revendication du droit de priorité dans les publications officielles et sous le titre délivré.

II - LE DROIT

A - LE PROBLEME

1/ Prétentions des parties

a) Le demandeur au recours (Soc. RAYCHEM CORPORATION)

prétend qu'il doit être relevé de la forclusion prévue à l'article 15 de la loi du 2 janvier 1968 car le retard mis pour fournir copie de la demande originelle n'est pas de son fait.

b) Le défendeur au recours (Dir. de l'INPI)

prétend que le demandeur ne peut être relevé de la forclusion prévue à l'article 15 de la loi du 2 janvier 1968 même si le retard pris pour fournir copie de la demande originelle n'est pas de son fait.

2/ Enoncé du problème

Un déposant sous priorité unioniste peut-il être relevé de la forclusion prévue à l'article 15 al 2 de la loi du 2 janvier 1968 si le retard pris pour fournir copie de la demande originelle n'est pas de son fait ?

B - LA SOLUTION

1/ Enoncé de la solution

«Considérant que la Société RAYCHEM produit une attestation du Ministère du Commerce des Etats-Unis, Bureau des Brevets et des Marques dont la traduction est ainsi conçue :

Une copie certifiée de la demande n. 600.427 déposée le 4 août 1975 a été commandée auprès du Bureau Américain des Brevets et des Marques 23 septembre 1976 par le Cabinet juridique BACON et THOMAS, Arlington, Virginie.

Le dossier du Bureau des Brevets et des Marques témoigne qu'une copie certifiée a été fournie au Cabinet juridique mentionné ci-avant BACON et THOMAS, le 10 décembre 1976. Le délai pris pour fournir copie était dû au mauvais état de la copie sur microfiche, à l'impossibilité qui en est résulté d'identifier rapidement le dossier original et à une panne de reproduction...

Considérant que, dans ces conditions, il apparaît que la demanderesse a été mise dans l'impossibilité d'exécuter son obligation par un événement imprévisible et insurmontable ;

qu'en conséquence elle doit être relevée de la forclusion prévue au décret et que la production de la copie susvisée doit être tenue pour régulière».

2/ Commentaire de la solution

Le présent arrêt est intéressant en ce qu'il ne semble pas considérer le délai prévu à l'article 15 al. 2 de la loi du 2 janvier 1968 comme un délai préfix, puisqu'il en autorise la suspension pour cause de force majeure. Cette solution est conforme à la tendance récente des tribunaux de ne pas s'attacher aux formules énergiques employées par les textes : «sous peine de déchéance» pour qualifier nécessairement de préfix les délais prévus. V. Par exemple dans un domaine différent Cass. civ. 12 mars 1971, D. 1971, 455 note CHAO : «les termes sous peine de déchéance n'impriment pas par eux mêmes un caractère préfix au délai en cause et qu'à défaut de tous autres éléments, la règle générale posée par l'article 2252 C. civ. doit recevoir application (Adde. civ. 12 juillet 1972, D. 1973, 361 note CHAUVENU).

En revanche, on constatera que la même cour opte pour le caractère préfix du délai de l'article 19 al. 3 et 4 de la loi du 2 janvier 1968 concernant la transformation d'office d'une demande de brevet en certificat d'utilité lorsque l'avis documentaire n'a pas été requis en temps utile.

RAPPROCHER :

PARIS, 16 juin 1976 DB 1976. IV. n.5

PARIS 18 mars 1977 DB 1977. IV. n. 6

PARIS 30 septembre 1977 DB 1977. V. n. 5

C O U R D' A P P E L D E P A R I S

8 JUILLET 1977.

ENTRE : La SA. RAYCHEM Coporation ayant son siège social : 300 Constitution Drive Menlo Park - CALIBORNIA 94 025 (U.S.A.)

ET : Le Directeur de l'I. N. P. I. en date du 15.2. refusant de mentionner le droit de priorité dans les publications officielles ainsi que dans le titre qui sera délivré sous le N° 76 23708.

A cette audience, tenue publiquement ont été entendus l'avocat de la requérante puis le ministère public en ses observations orales ; l'affaire a été ensuite mise en délibéré et renvoyée pour arrêt ;

Après délibération par les mêmes magistrats, l'arrêt suivant a été rendu :

L A C O U R,

Statuant sur le recours introduit par la Société RAYCHEM Corporation contre la décision du Directeur de l'Institut National de la Propriété Industrielle contenue dans une lettre du 15.2.1977 avisant le Cabinet REGIMBEAU que la revendication du droit de priorité d'un brevet américain ne serait pas mentionnée dans les publications officielles et dans le titre délivré ;

Considérant que la demanderesse a déposé le 3 Août 1976, une demande de brevet enregistrée sous le N° 76-23 708 ; qu'elle revendiquait la priorité de dépôt U.S.A. du 4 Août 1975 enregistrée sous le N° 60I.427 ;

Qu'elle n'a pas fourni dans le délai prévu par l'article 15 de la Loi du 2.I.1968 la copie officielle de ce dernier titre ;

Considérant que la Société RAYCHEM produit une attestation du Ministère du Commerce des Etats-Unis-Bureau des Brevets et des Marques dont la traduction est ainsi conçue :

" . . . Une copie certifiée de la demande N° 60I.427
" déposée le 1er Août 1975 a été commandée auprès du
" Bureau Américain des Brevets et des Marques le
" 23 Septembre 1976 par le Cabinet Juridique BACON & THOMAS
" Arlington, Virginie.

" Le dossier du Bureau des Brevets et des Marques témoigne
" qu'une Copie certifiée a été fournie au Cabinet juridique men-
" tionné ci-avant BACON & THOMAS, le 10 Décembre 1976. Le délai
" pris pour fournir la copie était dû au mauvais état de la Copie
" sur microfiche, à l'impossibilité qui en est résulté d'identi-
" fier rapidement le Dossier original et à une panne de reprodu-
" tion.

Considérant que dans ces conditions il apparaît que la demanderesse a été mise dans l'impossibilité d'exécuter son obligation par un événement imprévisible et insurmontable ;

Qu'en conséquence elle doit être relevée de la forclusion prévue au décret et que la production de la copie susvisée doit être tenue pour régulière ;

PAR CES MOTIFS

En la forme, reçoit le recours,

INFIRME la décision contenue dans la lettre du 15.2.77. de ne mentionner la revendication du droit de priorité ni dans les publications officielles ni dans le titre délivré ;

Laisse les dépens à la charge du Trésor.

Dit que le Greffier en Chef de cette Cour notifiera le présent arrêt dans les huit jours de son prononcé et par lettre recommandée avec demande d'avis de réception tant à l'intéressé qu'au Directeur de l'I. N. P. I. ;

Prononcé à l'audience publique du huit juillet mil neuf cent soixante dix sept, la Cour étant composée de Monsieur ROUANET de VIGNE LAVIT, Président et de Messieurs FOULON et VAISSETTE, Conseillers, assistés de Madame TOUSSAINT, Secrétaire-Greffier, en présence de M. FRANCK, Avocat Général ;

Monsieur ROUANET de VIGNE-LAVIT, Président et Mme TOUSSAINT, Secrétaire-Greffier, ont signé la minute du présent arrêt.